

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 40 - FEVRIER 2024



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Bastien POULIQUEN, Pierre BONNEMAISON
- correction par Neary VONG*

6

MOYEN ORIENT

*par Juliette MASSE, Rose LOUVRIE-BUOT
- correction par Louis PICOULEAU*

9

AFRIQUE

*par Camille LACLIE, Lisa BOS, Lola MORAIS
- correction par Neary VONG*

12

ASIE

*par Baptiste POULARD, Charly HURIER, Rodolphe UGUEN
- correction par Charly HURIER*

15

AMÉRIQUES

*par Victoire LE GALL, Clément LE LANDAIS, Blanche ARMINJON
- correction par Clément LE LANDAIS*

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Bastien POULIQUEN
- correction par Jade DELHAYE*

20

ARMEMENT

*par Loris CORNUAULT
- correction par Neary VONG*

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Neary VONG

MISE EN PAGE

Emma ROLLAND DE RENGERVÉ et Rodolphe UGUEN

CRISE DE L'AGRICULTURE EN EUROPE

Qui aurait imaginé que l'intrusion de tracteurs sur la voie publique serait devenue, en seulement 18 mois, d'une banalité confondante en Europe ? En effet, d'abord aux Pays-Bas en réponse au projet gouvernemental de réduction d'émission d'azote, de tels rassemblements ont bloqué Berlin en début d'année, et se multiplient sur les territoires français et belge actuellement. L'hexagone fait face à la plus importante d'entre elles, en opposition ouverte au Pacte vert porté par la Commission Européenne. En effet, sont dénoncées les régulations trop nombreuses et des objectifs illusoire (de réduction de pesticides, de développement de terrains bio...) ; cette déclinaison agricole du Pacte vert est nommée "From Farm-to-fork". Une étude réalisée par une université néerlandaise a ainsi conclu que sa mise en œuvre conduirait pour l'agriculture européenne à des pertes de près de 12 milliards d'euros par an. Néanmoins, il est à noter que s'ils attirent tous les regards, les lois et règlements concernant le volet agricole du Pacte vert n'ont pour la plupart pas encore été votés, et font face à une forte opposition parlementaire (notamment du groupe majoritaire à l'Assemblée Européenne, le PPE). Cette conjoncture traduit une fois de plus l'éloignement entre les réalités concrètes nationales et Bruxelles. Il est toutefois à noter que ces manifestations semblent porter leurs fruits, la présidence belge du Conseil de l'Union européenne offrant de réexaminer l'actuelle Politique agricole commune (PAC).



Ces manifestations en France doivent s'envisager dans un contexte plus large de compétition croissante. Tout d'abord, avec la reprise des négociations entre l'Europe et le bloc Sud-Américain (Mercosur) concernant un traité de libre-échange, mais également dans la perspective de l'ouverture des marchés européens à la production agricole ukrainienne, en réponse au conflit prenant place sur son sol. Les réactions similaires des agriculteurs polonais et roumains illustrent une interrogation croissante des opinions publiques quant à l'aide offerte à l'effort de guerre ukrainien. Entre préoccupations écologiques, économiques et géopolitiques, la PAC (premier poste de dépense européenne) est, et continuera d'être, le théâtre des rapports de force entre Etats-membres.

Bastien POULIQUEN

EUROPE

LA GUERRE AU PORTE DE L'EUROPE, DES PAYS ALERTENT

Le conflit qui oppose la Russie à l'Ukraine va-t-il virer à l'escalade ? C'est en tout cas ce que craignent des responsables militaires suédois et britanniques. C'est d'abord Carl-Oskar Bohlin, ministre suédois de la Défense civile et Micael Byden commandant en chef du pays qui ont déclaré, tour à tour, que la population suédoise devait se préparer à une possible extension de la guerre. C'est ensuite le chef de l'armée britannique qui a averti les citoyens du Royaume-Uni qu'ils devaient se préparer à une guerre de l'ampleur des conflits du XXe siècle et qu'ils pourraient eux-mêmes avoir besoin de se mobiliser.



Ces déclarations inquiétantes ont rapidement fait réagir, les oppositions dénonçant des propos alarmistes alors que de nombreux analystes y voient un moyen de réveiller la population face à la politique d'agression russe. C'est d'ailleurs ce qu'avance le commandant en chef des forces armées suédoises : *"Nous devons nous préparer mentalement à un conflit. Plus nous serons nombreux à y avoir réfléchi et à nous être préparés, plus notre société sera forte"*, a-t-il déclaré. Le conflit russo-ukrainien a réveillé chez de nombreux pays de l'Europe de l'Est la peur d'une invasion venant de leur voisin russe, les conséquences ne se font pas attendre, de nombreux Etats se lancent dans d'importants plans de réarmement et se préparent au pire scénario. Malgré cela, certains politiques alertent sur la lenteur du processus, c'est le cas du ministre de la défense civile suédois : *« S'il y a une chose qui m'empêche de dormir la nuit, c'est le sentiment que les choses avancent trop lentement »*. De son côté, le général Patrick Senders (chef des forces armées britanniques) compare la situation en Ukraine aux crises de 1914 et de 1937 et insiste sur le fait qu'il ne faudrait pas sous-estimer l'ampleur potentielle du conflit dans les années à venir : *« Cette guerre ne concerne pas seulement la terre noire du Donbass, ni le rétablissement d'un empire russe. Il s'agit de vaincre notre système et notre mode de vie sur le plan politique, psychologique et symbolique. »* Il a également appelé à un quasi-doublement des effectifs de l'armée britannique. En réponse à son discours, le porte-parole du Premier ministre britannique, Rishi Sunak, Max Blain, a réagi en précisant que le gouvernement n'avait "aucune intention" d'introduire la conscription. La situation actuelle entre la Russie et l'Ukraine suscite des inquiétudes croissantes, alimentées par les avertissements émanant de responsables militaires suédois et britanniques.

Dès lors, ces déclarations soulignent la nécessité pour les citoyens de se préparer à une possible escalade du conflit. Elles ont déclenché des réactions diverses, certains les qualifiant d'alarmistes, tandis que d'autres y voient une tentative de sensibiliser la population à la menace que représente l'agression russe. Les responsables suédois mettent un accent particulier sur la préparation mentale de la société, soulignant l'importance de réfléchir et de se préparer collectivement pour renforcer la résilience nationale. En résumé, la complexité de la situation actuelle nécessite une vigilance constante, une préparation mentale et une réflexion collective pour faire face aux défis potentiels que pourrait entraîner l'escalade du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Pierre BONNEMAISON

RENOUVEAU BUDGÉTAIRE EN ESPAGNE

Le 25 janvier 2024, la ministre de la défense espagnole, Margarita Robles, a annoncé devant une commission de défense du Congrès les objectifs de développement futur de l'armée espagnole. Ceux-ci se construisent sur trois thèmes : la modernisation des forces armées, une meilleure politique vis-à-vis des ressources humaines, et un approfondissement de la posture internationale espagnole. En outre, après avoir atteint des limites budgétaires dramatiques durant la dernière décennie (aux alentours de 1% du PIB, voire inférieur), la Ministre a affirmé que celui-ci *"devrait atteindre 1,30% du PIB en 2024"*. L'objectif otanien des 2% ayant lui été repoussé à l'horizon 2029. Concernant l'aspect matériel, la ministre a affirmé : *"nous avons procédé au déblocage et à la promotion de programmes si nécessaires pour les forces armées et si pertinents à l'industrie nationale."* Si, en effet, plusieurs programmes ont pu être achevés ces dernières années et que plusieurs modernisations (notamment de la composante blindée) ont été actées, la lenteur du projet Dragon (véhicule blindé 8x8) est révélatrice des limites de l'industrie de défense ibérique. En cours depuis 2007, et présenté en 2021 par le ministère de la défense comme une *"capacité essentielle"* de la défense nationale, ce programme est considéré comme l'un des plus importants de l'histoire des blindés espagnols.

Pourtant, le soutien militaire à l'Ukraine est resté stable tout au long du conflit, avec l'annonce le 25 janvier de l'élargissement des formations données aux systèmes de défense aérienne NASAMS et Patriot (environ 3500 militaires ont ainsi pu être formés depuis le début de la guerre). Cela accompagné de livraisons de matériels, notamment de véhicules, de missiles antichar et de systèmes de défense aérienne. En outre, la réunion du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine, tenue le 23 janvier avec la ministre de la défense, a réaffirmé la détermination espagnole dans son soutien à l'Ukraine.



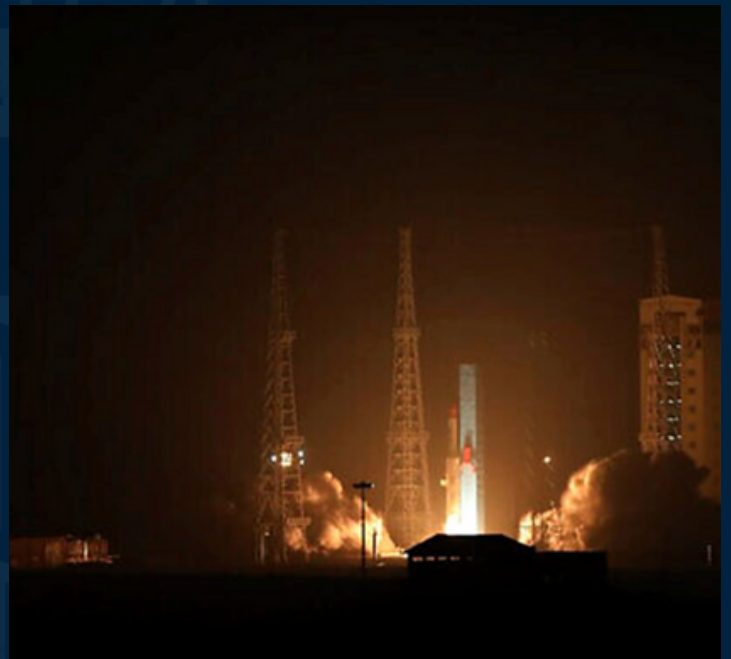
Bastien POULIQUEN

MOYEN-ORIENT

LANCEMENT DE 3 MISSILES IRANIENS, OU LA NOUVELLE COURSE À L'ESPACE DE PAYS DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

Dimanche 28 janvier, l'Iran a réussi pour la première fois à lancer 3 missiles simultanément à l'aide de la fusée porteuse Simorgh – Phoenix, développée par le ministère de la Défense, et ce malgré les sanctions occidentales. Toutefois, ce lancement n'a pas encore pu être vérifié de manière indépendante. Il aura permis de positionner en orbite à une altitude de 450 km au-dessus de la surface terrestre, les satellites « Mahda », ainsi que « Kayhan 2 » et « Hatef », conçus pour effectuer des essais de sous-systèmes satellites ainsi que des missions de recherche et de télécommunications.

Largement critiqué par l'Allemagne, la France et le Royaume- Uni dans un communiqué commun, Téhéran dénonce un acte « interventionniste » à leur égard. Ce dernier soutient que ces activités aérospatiales sont pacifiques et conforme à la résolution 2231 du Conseil de Sécurité de l'ONU représentant un droit légitime de progrès technologique du pays. Conforme au plan d'action global commun – JCPOA conclu le 14 juillet 2015 pour garantir que le programme nucléaire iranien sera exclusivement pacifique. Néanmoins, Washington se retire de l'accord le 8 mai 2018 et instaure le rétablissement de « sanctions au plus haut niveau » si l'Iran décidait de relancer son programme nucléaire.



Malgré les dires iraniens, les gouvernements occidentaux craignent que les innovations de ces systèmes de lancements de satellites favorisent des technologies interchangeables pouvant être utilisées dans les missiles balistiques capables de livrer une ogive nucléaire.

Selon le chercheur en géopolitique Jean-Sylvestre Mongrenier : « les ambitions régionales iraniennes s'inscrivent dans un contexte plus global d'attaques contre les équilibres mondiaux. Ne pas freiner l'Iran, c'est laisser les mains libres à la Chine et à la Russie ». Les agissements iraniens s'inscrivent dans un contexte bien plus large dans lequel l'occident est confronté à la dynamique de formation d'une grande eurasié sino-russe. L'Iran souhaite devenir un acteur puissant et hégémonique de la région Moyen-Orient, se lançant dans une course à l'espace. Les Gardiens de la révolution avaient annoncé le 27 septembre 2023 avoir placé en orbite un satellite d'imagerie, Nour-3. Puis le 6 décembre 2023, l'Iran donne suite à son ambitieux projet aérospatial en lançant une « capsule de vie ».

Ainsi, L'Iran se positionne comme acteur en puissance de la région souhaitant imposer son soft power. Sous les yeux attentifs au moindre dépassement du cadre pacifique fixé par les gouvernements occidentaux, prêts à mettre en place des sanctions paralysantes qui auront de lourdes conséquences sur les équilibres régionaux et internationaux.

Juliette MASSE

MOYEN-ORIENT

L'ASCENSION DE LA MENACE DES HOUTHIS AU YÉMEN

Appelés les “pirates du Yémen”, également connus sous le nom de “Ansar Allah” (ou les “Partisans de Dieu”), qui sont réellement les houthis dont les attaques en mer sévissent depuis quelques jours et défient le commerce international ?

Les Houthis constituent un groupe politique et religieux armé qui s'identifie à la minorité musulmane chiite du Yémen, les Zaydis. Avec le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais, le groupe s'est positionné contre Israël, les États-Unis et l'Occident. Dans les années 1990, le groupe est fondé par le chef religieux Zaidi et ancien membre du Parlement yéménite pour le parti Al-Haqq al-Islami (1993-1997) Hussein al-Houthi. Il attire l'attention du grand public au début des années 2000 lorsqu'il s'oppose au président autoritaire de longue date du Yémen, Ali Abdullah Saleh. En 2014, les rebelles houthis soutenus par l'Iran envahissent le nord du Yémen et s'emparent de la capitale, Sanaa. La guerre au Yémen s'est étendue sur plusieurs années et a dévasté le pays en causant la mort de 150.000 personnes parmi lesquelles des civils et des combattants, déplaçant également des millions de personnes. Bien que cette guerre se soit soldée par une trêve et un cessez-le-feu négocié par l'ONU en avril 2022, une paix permanente n'a pas encore été instaurée. La trêve a expiré en octobre dernier mais est jusque-là restée globalement respectée.

Rashad al-Alimi est le chef du Conseil présidentiel du Yémen, soutenu par l'Arabie saoudite. Son gouvernement a été chassé de la capitale Sanaa en 2014 par les houthis et est aujourd'hui reconnu internationalement. Samedi 27 janvier 2024, il demande le soutien des États-Unis et de l'Arabie saoudite pour « éliminer » la capacité des rebelles houthis à mener des attaques contre les navires au large du Yémen.

« *Les opérations défensives ne sont pas la solution* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse dans la capitale saoudienne, en faisant référence aux frappes américano-britanniques contre les rebelles yéménites, « *la solution est d'éliminer les capacités militaires des houthis* ».

Depuis plusieurs semaines, les rebelles proches de l'Iran multiplient les attaques contre la marine marchande en mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Il s'agit selon eux de viser en « solidarité » avec les Palestiniens, les navires liés à Israël. Selon l'AFP, des analystes ont averti que les tensions croissantes dans la région pourraient compromettre les tentatives de parvenir à un cessez-le-feu entre les houthis et la coalition militaire formée en 2015 sous la direction de l'Arabie saoudite pour soutenir le gouvernement.



Rose LOUVRIE-BUOT

AFRIQUE

MORTS CIVILS DANS UNE ATTAQUE ATTRIBUÉE PAR LES M23

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), les affrontements entre les rebelles du M23 et les groupes d'autodéfense ont atteint un nouveau sommet de violence, ce jeudi 25 janvier. En effet, le mouvement du 23 mars, également appelé M23, est un groupe créé à la suite de la guerre du Kivu. Il est composé d'ex-rebelles du CNDP réintégrés dans l'armée congolaise à la suite d'un accord de paix signé le 23 mars 2009 avec Kinshasa. De ce fait, ils sévissent dans le pays depuis des années. Ce jeudi ce sont 19 personnes tuées et 27 blessées dans la cité de Mwesso, territoire de Masisi. Les combats se sont intensifiés tout au long de la journée, culminant avec des explosions. Ainsi, la perte de contrôle de la cité de Mwesso a conduit les rebelles du M23, soutenus par l'armée rwandaise, à larguer des bombes de mortier, causant des pertes civiles importantes. Cependant, le M23 conteste ces allégations, attribuant les tirs à l'armée congolaise. Face à cette situation, la société civile du territoire de Masisi réclame l'ouverture d'une enquête pour établir les responsabilités et appelle l'armée congolaise à mieux protéger la population. De plus, il est demandé à la communauté internationale de condamner ces actes et au gouvernement de mobiliser tous les moyens disponibles pour neutraliser le M23.

Par conséquent, la ville de Mwesso a été évacuée, conquise par le M23 en novembre dernier, se dirigeant vers des localités jugées plus sûres. Cette nouvelle escalade de violence s'inscrit dans un contexte de conflits persistants dans l'est de la RDC, impliquant plus de 120 groupes rivaux en lutte pour le pouvoir et les ressources minérales. Les combats ont provoqué des déplacements massifs de civils et des tirs d'artillerie aveugles. La crise sécuritaire dans la région a été un enjeu majeur lors de la récente élection présidentielle en RDC, où le président Félix Tshisekedi a été réélu en promettant de mettre fin à la violence. Tshisekedi accuse le Rwanda de soutenir le M23 et déstabiliser le Congo, bien que le Rwanda nie toute implication.



Des experts de l'ONU ont établi des liens entre les rebelles et les forces rwandaises. La situation demeure extrêmement complexe et soulève des préoccupations quant à la sécurité et à la stabilité de la région.

Camille LACLIE

AFRIQUE

SÉPARATION DIPLOMATIQUE : BURKINA FASO, MALI ET NIGER DISENT ADIEU À LA CEDEAO

Le 28 janvier, les juntas militaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont simultanément annoncé leur retrait immédiat de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), suscitant évidemment des interrogations sur les motifs et les conséquences de cette décision. Les dirigeants, Assimi Goïta (MALI), Ibrahim Traoré (BURKINA FASO) et Abdourahamane Tiani (NIGER), ont dénoncé un manque de soutien dans la lutte contre le terrorisme et des sanctions économiques jugées peu recevables. Les tensions entre les juntas et la CEDEAO étaient déjà palpables lors du dernier sommet à Abuja (en décembre 2023), avec des diplomates évoquant la possibilité du retrait. Les raisons évoquées dans le communiqué commun font référence à une distance des idéaux panafricains de la CEDEAO, remettant en question ses capacités à soutenir les pays confrontés aux défis sécuritaires, notamment quand il est question du terrorisme, un défi présent dans le quotidien depuis des années de certains pays africains. Les trois pays, membres de la CEDEAO depuis près de 50 ans, accusent l'organisation de ne pas avoir fourni une assistance appropriée face aux menaces djihadistes persistantes depuis 2012. La CEDEAO a répondu par des sanctions lourdes contre le Mali et le Niger, allant jusqu'à menacer d'une intervention militaire dans ce dernier pays.

Ce retrait soudain pourrait intensifier les tensions diplomatiques tant sur le continent africain que sur la scène internationale, mais aussi entraîner des perturbations économiques régionales et influencer les stratégies de lutte contre le terrorisme. Les conséquences pourraient inclure des sanctions supplémentaires et des répercussions axées principalement sur les échanges et les marchés commerciaux. Les partenaires internationaux pourraient quant à eux revenir sur leur engagement économique. Des pays médiateurs pourraient être



internationales sont mises en jeu et repensées suite à ce conflit, qui a un impact direct sur le continent africain. Il convient pour les acteurs régionaux d'être vigilants et de porter une attention particulière sur la situation qui va continuer d'évoluer et influencer les équilibres régionaux et les relations internationales. Aux dernières informations, la CEDEAO serait prête à discuter quant à une possible solution, à négocier avec les trois anciens membres, considérés comme importants et piliers de cette dernière.

Lisa BOS

AFRIQUE

PROCLAMATION DE LA FIN DE L'ACCORD D'ALGER PAR LE MALI



Pour contexte, l'accord d'Alger est officiellement nommé "Accord pour la paix et la réconciliation au Mali". Cet accord a été signé en 2015 à Bamako, par le gouvernement malien ainsi que deux coalitions de groupes armés issus du nord du pays, la Plateforme, alliée au gouvernement de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), fédération de mouvements entrés en rébellion contre l'État. Cet accord avait pour but de rétablir la paix dans le pays, donner plus d'autonomie aux régions du Nord et maintenir un cessez-le-feu entre l'Etat et les groupes armés qui lui avaient déclaré la guerre en 2012. La médiation pour arriver à cet accord avait principalement été opérée par l'Algérie. Le 25 Janvier 2024, un communiqué est lu à la télévision nationale malienne expliquant la fin de l'accord d'Alger. C'est une fin avec application immédiate même si la rupture était déjà actée depuis des mois, c'est un accord qui n'existait plus que sur le papier. L'accord est jugé inapplicable, la junte au pouvoir dénonce l'Algérie notamment d'ingérence dans les affaires maliennes. Alger a exprimé « des regrets » et des préoccupations après l'annonce de la fin de l'accord de paix par Bamako. L'option militaire choisie par Bamako pour résoudre la crise du nord, poursuit le communiqué algérien, est « une menace pour tout le Sahel ».

Le ministère algérien a aussi souligné que de telles décisions ont par le passé menacé l'unité du Mali et pourraient engendrer une guerre civile dans le pays. Deux jours après l'annonce de la junte au pouvoir de mettre fin à l'accord d'Alger, les rebelles, réunis au sein du Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD), ont réagi. Les rebelles du CSP interpellent la communauté internationale sur la gravité de la situation. Le porte-parole du CSP-PSD, Mohamed Elmaouloud Ramadane, estime qu'en choisissant la guerre, les militaires au pouvoir ont mis fin à toute possibilité de négociation.

Lola MORAIS

APRÈS NAURU, LES TUVALU POURRAIENT EUX AUSSI BASCULER DANS LE GIRON CHINOIS

Les dominos tombent un à un dans la diplomatie taïwanaise dans le Pacifique. Alors que de nombreux Etats insulaires du Pacifique resserrent leurs liens avec la Chine continentale, les Tuvalu, dont les élections législatives se sont tenues le 26 janvier, ne devraient pas échapper à cette tendance. Le Premier ministre sortant, Kausea Natano, figure majeure de la politique du petit Etat de onze-mille habitants, au discours pro-Taïpei, n'as pas été réélu à son siège. Tandis que l'actuel ministre de l'économie, Seve Paeniu, au discours pro-Pékin assumé, a, lui, su convaincre sa circonscription. Les six-mille électeurs inscrits semblent alors confirmer cette volonté pragmatique de se tourner vers la Chine. En effet, les Tuvalu sont l'un des douze derniers Etats au monde à reconnaître Taïwan, officiellement République de Chine, comme seule Chine légitime.

Ce scrutin dans un pays relativement isolé a pourtant attiré les regards. C'est d'abord Nauru qui a rompu ses relations diplomatiques avec Taïwan deux semaines avant les élections s'étant tenues aux Tuvalu, en échange de promesses d'aide au développement par la République Populaire dans cet Etat ravagé par les excès miniers du siècle dernier. Cette influence montante de la diplomatie chinoise est surveillée de près par les États-Unis et l'Australie, principales puissances régionales. L'Australie est déjà liée aux Tuvalu par un accord de sécurité, ainsi qu'un accord d'asile climatique, le pays composé de neuf petits atolls étant particulièrement menacés par le dérèglement climatique. Les États-Unis, ont eux, promis la pose d'un câble sous-marin pour mieux raccorder le pays au reste du monde.



Le seul moyen de transport pour relier les différents atolls étant par bateaux, les résultats sont connus avec vingt-quatre heures de décalage. La composition d'un nouveau gouvernement prendra donc du temps. Quant à la compétition entre la Chine et les États-Unis et ses alliés, elle n'est certes pas nouvelle dans le Pacifique, mais jamais Taïwan n'avait connu de telles tensions diplomatiques à un moment aussi critique de menace d'invasion armée assumée par Pékin, déterminé à isoler et à mettre la main sur l'île.

Baptiste POULARD

AUSTRALIE : DÉCISION CONTROVERSÉE DE DÉMANTELER LES HÉLICOPTÈRES MRH-90 "TAIPAN"

La décision du ministère australien de la Défense de retirer prématurément du service la flotte d'hélicoptères MRH-90 "Taipan" suite à l'accident tragique survenu lors de l'exercice Talisman Sabre en juillet dernier a déclenché un débat enflammé. L'accident, qui a coûté la vie à quatre personnes, a été à l'origine de l'immobilisation temporaire de tous les MRH-90, bien que le remplacement par des hélicoptères UH-60 "Black Hawk" américains était déjà programmé.

Ce qui aurait dû être une mesure temporaire semble désormais être devenue permanente, laissant l'armée australienne dans l'incapacité de mener à bien certaines de ses missions. Les enquêtes en cours pointent vers une possible "erreur humaine" comme cause principale de l'accident, mais le ministère australien a opté pour le démantèlement des MRH-90 au lieu de les vendre ou de les céder à l'Ukraine, qui avait exprimé son intérêt pour ces appareils.



Le ministre de la Défense, Richard Marles, justifie cette décision en soulignant que les hélicoptères ne sont plus en état de voler, nécessitant un investissement considérable pour les remettre en service. Une justification qui a suscité des contestations, notamment du magazine Asia-Pacific Defence Reporter, mettant en avant la fiabilité des MRH-90 par rapport aux futurs Black Hawk.



La controverse gagne en intensité, avec des critiques qualifiant la décision de "scandaleuse" et "immorale". Certains reprochent au gouvernement de choisir d'enterrer des hélicoptères encore utilisables plutôt que de les transférer vers un pays nécessitant comme l'Ukraine. Mick Ryan, ancien général de l'armée australienne et consultant en affaires militaires, dénonce le manque de transparence du gouvernement, de la Défense et de la démocratie dans cette affaire, accentuant les tensions au sein de la société australienne. L'avenir des MRH-90 "Taipan" devient ainsi un point de discorde majeur, alimentant un débat passionné sur la politique de défense du pays.

Charly HURIER

BANGLADESH, UNE ÉLECTION ILLÉGITIME ?

Le 7 janvier 2024, les élections législatives du régime parlementaire bangladais réaffirment la domination de la « Dame de fer » Sheikh Hasina sur le champ politique, et lui offrent un cinquième mandat, le troisième consécutif. Mais cette légitimité est critiquée par l'opposition qui a décidé de boycotter les urnes.

Les élections ont été très critiquées en fin d'année 2023, amenant à une vague de revendications en novembre. En effet, l'opposition demandait la démission de la première ministre et la formation d'un gouvernement politiquement neutre qui devait organiser des élections équitables. Les manifestations ont été durement réprimées par le gouvernement avec l'aide des forces de l'ordre et parfois militaires, faisant 16 morts et environ 5000 blessés. De surcroît, la police a, au cours ou en marge des manifestations, arrêté 10 000 opposants au régime, sous prétexte de faits illégaux commis lors des manifestations. Or, certains témoignages publiés par Amnesty International déforment les propos du gouvernement.

Les disparitions mystérieuses s'amplifient à l'approche de ces élections, et viennent questionner le tournant autoritaire du pays. Déjà en 2014, les USA questionnaient l'équité et la légalité des élections au Bangladesh, sans changement conséquent. L'ONG Human Rights Watch analyse que le pays n'a jamais connu de toute son histoire pareille répression.



En colère contre la dirigeante, les principaux partis d'opposition ont boycotté les élections, une pratique déjà populaire parmi les opposants et déjà utilisée lors d'élections précédentes. Les jeunes, qui constituent la principale force d'opposition, continuent la lutte militante via des moyens illégaux en règle général pacifique. En effet, la jeunesse milite en couvrant les bâtiments publics de graffitis prônant les « élections libres » ou encore la « Palestine libre » (car il s'agit de la troisième population musulmane au monde). Le scrutin débouche sur une victoire à plus de 70 % des voix pour la première ministre sortante, leader de la ligue Awami, qui dénonce le boycott du BNP (l'opposition) qu'elle a qualifié d' « organisation terroriste ». Ce dernier quant à lui ne reconnaît pas la légitimité de Sheikh Hasina qui explique son boycott par une impossibilité de s'exprimer par les urnes, et pointe du doigt la faible participation du corps législatif, estimé à 40 %.

Rodolphe UGUEN

AMÉRIQUES

TROIS SOLDATS AMÉRICAINS TUÉS EN JORDANIE : BIDEN DÉSIGNE DES GROUPES PRO-IRAN ET MENACE DE REPRÉSAILLES



De nouvelles tensions émergent entre Israël, ses alliés et l'Iran. La nuit dernière, une attaque au drone en Jordanie, près de la frontière syrienne dans une base militaire, a résulté en au moins 34 blessés, dont 8 ont été évacués, et 3 militaires américains ont perdu la vie. C'est la première attaque de ce type au Moyen-Orient depuis l'incident impliquant le Hamas le 7 octobre dernier.

Environ 350 membres de l'armée de terre et de l'air américains, basés dans la zone visée, effectuent des missions cruciales de soutien, notamment dans la lutte contre le groupe État islamique.

Le président américain Joe Biden, accusant des groupes pro-iraniens, a promis de riposter. Il a déclaré : *"Nous savons que cela a été mené par des groupes de combattants radicaux soutenus par l'Iran opérant en Syrie et en Irak. Aujourd'hui, l'Amérique a le cœur lourd. N'ayez aucun doute : nous allons faire rendre des comptes à tous les responsables, quand et comme nous le voulons."*

Ces déclarations ont été appuyées par une chaîne Telegram utilisée par des groupes terroristes pro-iraniens, affirmant que l'attaque était une représaille à une frappe américaine dans le sud de Bagdad quelques jours auparavant, où deux terroristes avaient été tués.

Les décès des militaires américains surviennent dans un contexte de tensions croissantes, avec des attaques entre l'Iran et ses alliés d'un côté, et Israël, les États-Unis et leurs partenaires de l'autre. Depuis mi-octobre, plus de 150 frappes de drones ou tirs de roquettes ont visé les soldats américains et de la coalition en Irak et en Syrie, principalement revendiqués par la "Résistance islamique en Irak". Les réponses américaines étaient jusqu'à présent des frappes ciblées en Irak.

Sami Abou Zahri, porte-parole du Hamas, a déclaré que la mort des trois soldats était *"un message à l'administration américaine"*, soulignant le risque d'une explosion régionale en raison de l'agression américano-sioniste à Gaza. Le porte-parole du gouvernement jordanien, Muhannad Mubaidin, a condamné l'attaque, initialement affirmant qu'elle s'était produite en Syrie. L'Égypte, Bahreïn et le Royaume-Uni, par le biais de David Cameron, ministre des Affaires étrangères, ont également condamné l'attaque, appelant à la désescalade dans la région.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

CONFLIT ARMÉ DU CHIAPAS : DU RÉGIONAL À L'INTERNATIONAL ?

En presque deux ans, le Chiapas, situé à l'extrême sud du Mexique, est devenu un territoire disputé entre les deux plus gros cartels du pays : le Cartel de Sinaloa et le Cartel Jalisco Nueva Generacion (CJNG). Cette région frontalière avec le Guatemala est une zone privilégiée pour le trafic de drogue, d'armes et de migrants. État le plus pauvre du Mexique, rongé par des années de conflits communautaires, le Chiapas devient de plus en plus dangereux, malgré la présence de militaires.



Actuellement, le conflit prend une telle ampleur que le tourisme international est touché. Des entreprises touristiques britanniques, françaises ou encore belges doivent suspendre leurs voyages dans la région de Lacandona. Cette région a la particularité de posséder une grande forêt partagée entre la République Mexicaine, le Belize et le Nord du Guatemala sur quatorze millions d'hectares. De plus, les autorités guatémaltèques signalent des incursions et des fusillades avec des membres du CJNG sur son territoire.

Dans un communiqué officiel, l'entreprise ATC Touroperadores, qui se définit comme « la première entreprise d'exploitation touristique au Chiapas depuis 1984 » a annoncé la suspension de ses activités dans la région. Dans son communiqué, l'entreprise justifie cet arrêt par des incidents qui seraient survenus avec des touristes étrangers au cours desquels les véhicules ATC ont dû avancer "au milieu des pierres et des tirs". Dans la lettre, l'entreprise fait également référence à des menaces et à des extorsions de la part de criminels.

Le conflit, du fait de sa proximité géographique avec le Guatemala, se diffuse au-delà des frontières du Mexique. Les autorités du Guatemala ont alerté le ministère mexicain des Affaires étrangères de la présence croissante de membres du CJNG sur son territoire. Le groupe de gang s'est renforcé dans la région de Frontera Comalapa et Motozintla, municipalités reliées par une autoroute que le cartel contrôle avec ses propres postes de surveillance et de passage. Certains sites mayas sont également inaccessibles à cause de la présence des cartels.

Selon des guides touristiques qui se sont confiés à l'agence de presse mondiale "Associated Press", des hommes armés et des points de contrôle sont souvent installés sur la route menant au site Bonampak. Pour accéder à un autre site archéologique, Lagartero, les voyageurs sont obligés de remettre leurs pièces d'identité et leurs portables aux points de contrôle du cartel, ont raconté les guides touristiques.

Clément LE LANDAIS

AMÉRIQUES

L'ACHÈVEMENT DE L'ACQUISITION DES F-16 PAR LA TURQUIE MARQUE UNE AVANCÉE SIGNIFICATIVE VERS L'ADHÉSION DE LA SUÈDE À L'OTAN



Dans la nuit du vendredi 26 janvier au samedi 27 janvier, les États-Unis ont accordé la vente de 40 avions de chasse F-16 à la Turquie. Le montant total de la transaction est estimé à 23 milliards de dollars. La Grèce a elle aussi décidé d'acquérir 40 F-35, pour un montant de 8 milliards de dollars. Cette opération est le résultat d'un bras de fer qui dure depuis des mois entre les États-Unis et la Turquie, qui refusait l'entrée de la Suède et de la Finlande au sein de l'OTAN.

Les deux pays avaient fait leur demande d'adhésion à la suite de l'invasion russe en Ukraine. La Finlande est parvenue à adhérer à l'organisation en avril 2023. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, Ankara accusait la Suède de mansuétude envers les militants kurdes présents sur le sol suédois, considérés comme terroristes en Turquie et demandait leur expulsion. Erdogan avait donc exigé le respect de certaines conditions, dont cette transaction, contre lesquelles il lèverait son veto et accepterait ainsi d'adhésion suédoise à l'OTAN. La Suède a donc dû revoir sa constitution et adopter une loi antiterroriste. Mardi 23 février, la Turquie a approuvé l'entrée de la Suède dans l'OTAN. Il ne manquait plus que la conclusion de la transaction des F-16 vers la Turquie pour que l'accord soit officiellement conclu. La Turquie, qui souhaite moderniser sa force aérienne, réclamait ces avions de chasse depuis des mois. Même si le gouvernement américain a toujours été favorable à la vente des F-16, le Congrès s'y opposait, dénonçant la dégradation des droits de l'Homme en Turquie et les tensions avec la Grèce. En effet, Athènes s'était fermement opposée à la transaction, alléguant les différends territoriaux entre les deux pays. La Grèce et la Turquie sont en désaccord au sujet des ressources énergétiques, présentes en Mer Méditerranée. Washington, dans le but d'apaiser les tensions, avait donc promis de fournir aussi des avions de chasse à la Grèce, à condition qu'elle respecte l'accord. Washington attendait cependant que tous les documents de ratification concernant l'adhésion de la Suède à l'OTAN soient déposés dans la capitale, où se tiendra un sommet en juillet, visant à célébrer les 75 ans de l'Alliance Atlantique.

Pourtant, l'adhésion de la Suède à l'OTAN n'est pas encore complètement terminée : la Hongrie doit donner son accord, alors qu'elle avait affirmé son refus d'être le dernier pays à accepter son adhésion. Les États-Unis pensent qu'il est question de quelques semaines, mais la Hongrie s'est engagée à poursuivre dans cette lancée.

Blanche ARMINJON

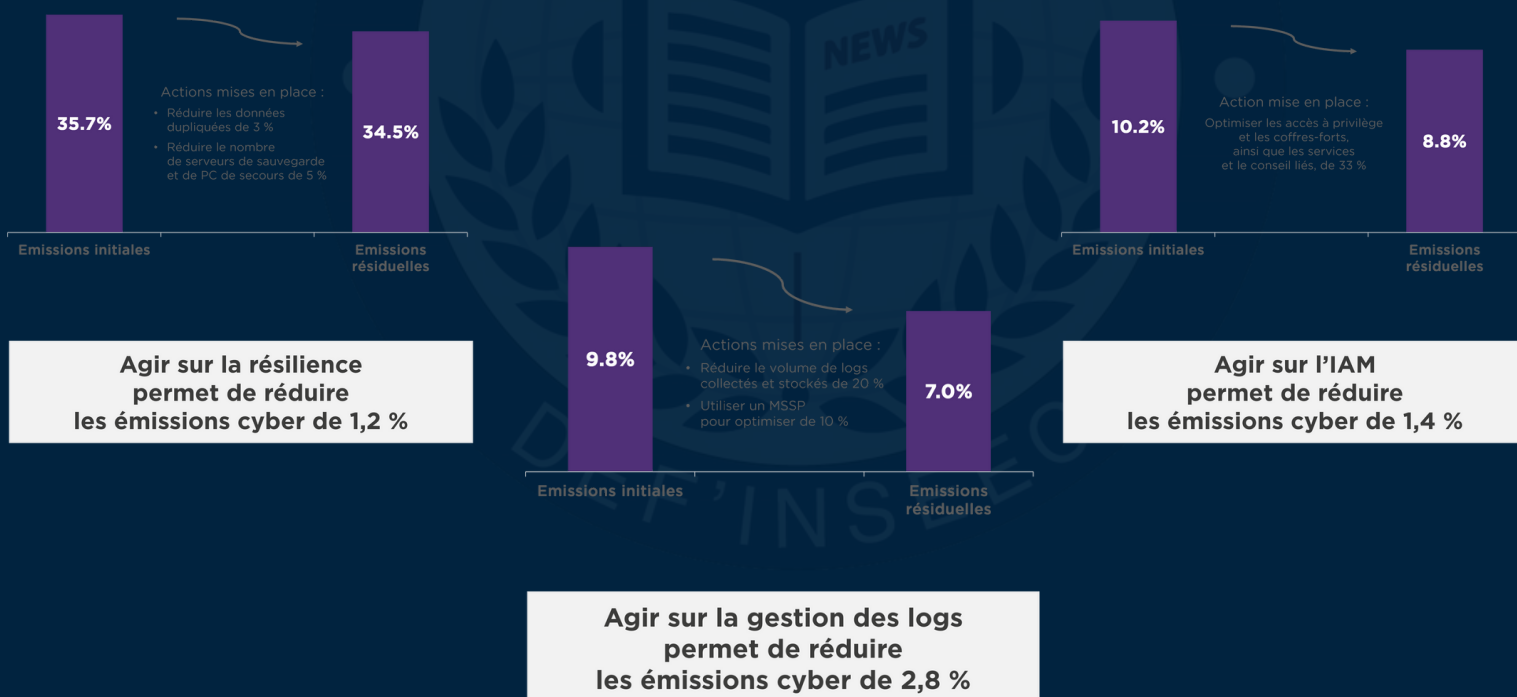
CYBERSECURITY

CYBERSÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

Secteur en plein développement, la cybersécurité représente en moyenne 5,7% des budgets dédiés à l'informatique et préoccupe de facto les observateurs quant à son impact environnemental néfaste. Comme ce qui est régulièrement avancé, l'empreinte carbone d'internet n'est pas nulle et concurrençait déjà en 2020 celle de l'industrie aéronautique mondiale, avec l'émission de 3,7% des gaz à effets de serre mondiaux.

C'est dans ce contexte que le cabinet Wavestone a publié le 25 janvier, en partenariat avec le Campus Cyber, une étude intitulée : "Sobriété numérique : la cybersécurité a un rôle à jouer". Avec une estimation d'optimisation de 5 à 10% des émissions du secteur cyber, les solutions offertes sont multiples mais complexes à appliquer, de par le rapport constant entre risques encourus et émissions réduites. L'étude base ses réponses sur 3 principaux points :

- L'optimisation de la redondance (fait de conserver ses données en plusieurs bases de données distinctes), responsable de 36% des émissions cyber.
- L'uniformisation des outils utilisés et la disparition progressive d'équipements physiques.
- La mutualisation des systèmes, couplée à la diminution des volumes engagés



Néanmoins, comme rappelé par l'USAID (l'agence des Etats-Unis en faveur du développement international), la lutte en faveur de l'environnement passe également par la possession d'une forte sécurité cyber. Une étude de l'Institut Siemens/Ponemon montrait en outre en 2019, que près d'un professionnel (des services publics du gaz, de l'énergie éolienne, de l'eau et de l'énergie solaire) sur deux avait subi une attaque cyber au cours des 12 derniers mois. Ainsi, sans pour autant ignorer les progrès nécessaires de la cybersécurité, il est important d'également la considérer dans son rôle de gardien des actions environnementales.

Bastien POULIQUEN

ARMEMENT

GRÈCE — ÉTATS-UNIS : DES CONTRATS PROMETTEURS

Le vendredi 26 janvier 2024, le département d'État américain a approuvé la vente potentielle de 40 avions de combat furtifs F-35A Lightning II à la Grèce, marquant un tournant significatif dans le paysage militaire de la Méditerranée orientale. En effet, cette transaction était conditionnée par l'approbation préalable de la vente de F-16 Viper à la Turquie. Ce processus fait suite à l'accord de la Turquie d'approuver l'adhésion de la Suède dans l'Alliance atlantique. Évaluée à environ 8,6 milliards de dollars, cette vente militaire englobe deux escadrons d'avions F-35A Lightning II (deux lots de 20 avions), ainsi que les services de maintenance et de soutien. Le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a qualifié cette annonce de *"jour important pour notre défense nationale et pour la diplomatie grecque"*, exprimant sa satisfaction après une attente de dix-huit mois. Un accord a déjà été conclu entre Athènes, le Pentagone et Lockheed Martin concernant le calendrier de livraison, avec une anticipation des premiers avions furtifs circulant à la fin de 2028. Les signatures finales sont prévues d'ici la fin de l'année, et l'armée de l'air grecque prévoit que son premier escadron de F-35 atteindra sa capacité opérationnelle initiale au début des années 2030.



Le département d'État a souligné que cette proposition de vente soutiendra les objectifs de politique étrangère et de sécurité nationale des États-Unis en renforçant les capacités aériennes et l'interopérabilité d'un allié de l'OTAN qui joue un rôle stabilisateur en Europe sur les plans politique et économique.

Le F-35 Lightning II, considéré comme l'avion de combat le plus avancé aujourd'hui, sera utilisé par l'armée de l'air hellénique pour remplacer des avions plus anciens tels que le F-4 Phantom. Ce projet s'inscrit dans un vaste effort de modernisation et constitue le deuxième grand contrat aéronautique entre la Grèce et les États-Unis au cours des deux dernières années, suite à la réception des premiers F-16 Block 70/72 "Viper" Fighting Falcon en 2022. En outre, ce lundi 29 janvier, le ministre grec de la Défense, Nikos Dendias, a indiqué que les États-Unis souhaitent que la Grèce participe au programme "Constellation", visant à fournir à l'US Navy au moins vingt nouvelles frégates. L'ambition sous-jacente est que la Grèce puisse acquérir sept frégates Constellation, renforçant ainsi son industrie navale.

Loris Cornuault

SOURCES

- **EUROPE**

- **Crise de l'agriculture en Europe**

- *"Why are farmers protesting in France and other parts of Europe?", Gus Trompiz et Sybille De La Hamaide, Reuters, 30/01/2024*
- *"Tout comprendre au «Green Deal», ce projet européen dénoncé par les agriculteurs", Eloï Passot, Le Figaro, 30/01/2024*
- *"Crise agricole en Europe : les raisons de la colère", Grégoire Lory et Yolaine de Kerchove, Euronews, 30/01/2024*

- **La guerre aux portes de l'Europe, des pays alertent**

- *"Face à la menace russe, la Suède sur le pied de guerre : "Tout le pays doit se préparer"", Paul Véronique, L'express, 30/01/2024*
- *"Le chef de l'armée britannique invite les citoyens à se préparer à une guerre massive avec la Russie", Andrew Naughtie, Euronews, 24/01/2024*
- *"Chacun, individuellement, doit y réfléchir" : comment la Suède se prépare à l'éventualité d'une guerre", Felicia Sideris, TF1 Info, 19/01/2024*

- **Renouveau budgétaire en Espagne**

- *"Las Fuerzas Armadas de España impartirán nuevos cursos a militares ucrainos en la operación de los sistemas de defensa antiaérea NASAMS y Patriot", Zona Militar, 29/01/2024*
- *"Dragón, el blindado 8x8 que el Ejército de Tierra lleva años esperando y cuyo retraso provocará consecuencias", Carlos Pérez Palomino, 20 minutos, 28/01/2024*
- *"Spanish Armed Forces modernisation brings defence spending to 1.30% GDP", John Hill, Army Technology, 26/01/2024*

- **MOYEN-ORIENT**

- **Lancement de 3 missiles iraniens, ou la nouvelle course à l'espace de pays de la République Islamique d'Iran**

- *L'Iran a lancé simultanément trois satellites pour la première fois, signe du développement de ses activités aérospatiales - Le Monde, 28/01/2024 ;*
- *L'Iran annonce l'envoi simultané de 3 satellites pour la première fois – médias - Times of Israël 28/01/2024 ;*
- *L'Iran a lancé une "capsule de vie" dans l'espace - L'Orient-le jour, 6/12/2023.*

- **L'ascension de la menace des Houthis au Yémen**

- *Qui sont les rebelles houthis du Yémen qui attaquent les navires en mer Rouge ? - Euronews, 23/01/2024 ;*
- *Les frappes américano-britanniques n'arrêteront pas les attaques des houthis - L'Orient-le jour, 27/01/2024 ;*
- *Guerre entre Israël et le Hamas : la menace des Houthis en mer Rouge - Franceinfo, 29/01/2024.*

SOURCES

• AFRIQUE

○ **Morts civils dans une attaque attribuée par les M23**

- « RDC: au moins 19 morts dans une attaque attribuée au M23 », Africa NEWS, 26/01/2024
- « Nombreux morts civils dans les combats à Mwesso en RDC », Deutsch Welle, 26/01/2024

○ **Séparation Diplomatique : Burkina Faso, Mali et Niger Disent Adieu à la CEDEAO**

- Cédéao: comment expliquer l'annonce du retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger", *Le Figaro*, 28/01/2024
- "Le Burkina Faso, le Mali et le Niger se retirent de la Cedeao" , *Jeune Afrique*, 29/01/2024
- "Cédéao: comment expliquer l'annonce du retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger" , *RFI*, 29/01/2024

○ **Proclamation de la fin de l'accord d'Alger par le Mali**

- "Mali : ce qu'il faut savoir sur l'accord d'Alger enterré par la junte au pouvoir", *Le Point Afrique*, 26/01/2024
- "Au Mali, la junte donne le coup de grâce à l'accord de paix d'Alger", *Le Monde Afrique*, Morgane Le Cam, 26/01/2024
- "Mali: en mettant fin à l'accord d'Alger, la junte a «choisi la guerre» selon les rebelles du CSP", *RFI*, 28/01/2024

• ASIE

○ **Après Nauru, les Tuvalu pourraient eux aussi basculer dans le giron chinois.**

- Législatives à Tuvalu: avec l'échec du 1er ministre sortant, Taïwan risque de perdre un nouvel allié dans le Pacifique – rfi – 27/01/24
- Élections. Seize députés et 6 000 électeurs : pourquoi tous les regards sont braqués sur les Tuvalu ? – Courrier International – 26/01/24
- Après sa rupture avec Taïwan, Nauru rétablit ses liens diplomatiques avec la Chine – Le Figaro – 24/01/24
- Influence. L'"asile climatique", le cadeau pas si désintéressé de l'Australie aux citoyens des îles Tuvalu – Courrier International – 10/11/23

○ **Australie : Décision Controversée de Démanteler les Hélicoptères MRH-90 "Taipan"**

- L'Australie justifie son refus de céder à l'Ukraine ses hélicoptères NH-90 retirés précocement du service - OPEX360 - 19/01/2024
- L'Australie va remplacer ses hélicoptères européens par du matériel américain - Le Point - 18/01/2024
- L'Australie va remplacer ses hélicoptères européens par du matériel américain -Le Journal de l'Aviation - 20/01/2024

○ **Bangladesh, une élection illégitime ?**

- Bangladesh : victoire de la Première ministre aux législatives, le scrutin boycotté par l'opposition - France 24 - 07/01/2024
- Au Bangladesh, un simulacre d'élections pour reconduire Sheikh Hasina au pouvoir - Les Echos - 04/01/2024
- Au Bangladesh, une élection sans opposition pour reconduire la «dame de fer» - Libération - 06/01/2024
- Le Bangladesh déploie l'armée avant les élections dimanche - Challenge - 03/01/2024

SOURCES

• AMÉRIQUES

- **Trois soldats américains tués en Jordanie : Biden désigne des groupes pro-Iran et menace de représailles**
 - ALe Point. "Trois soldats américains tués en Jordanie : Biden menace de représailles", AFP. 29 janvier 2023
 - Le Monde. "Trois soldats américains tués en Jordanie : Joe Biden désigne des groupes pro-Iran et menace de représailles" Le Monde avec l'AFP. 28 janvier 2023
 - Les Echos, « Trois militaires américains tués en Jordanie, Joe Biden promet de répliquer », Les Echos avec l'AFP. 28 janvier 2023
 - CNEWS. "Soldats américains tués en Jordanie : les Etats-Unis ont confondu le drone responsable de l'attaque avec l'un de leur appareil rentrant à la base". CNEWS. 30 janvier 2023
- **Le conflit armé du Chiapas (Mexique), du niveau régional vers l'international ?**
 - France 24. "Mexique : l'insécurité gangrène l'État du Chiapas, disputé par les cartels" Quentin DUVAL et Laurence CUVILLIER. 15 novembre 2023.
 - El país. "El conflicto armado de Chiapas traspasa fronteras y lastra el turismo mexicano" ALEJANDRO SANTOS CID. 26 janvier 2024
 - La presse Canadienne. "Certains sites mayas sont inaccessibles au Mexique en raison des cartels" Mark Stevenson. 28 janvier 2024
 - El país. "Y los muertos de siempre gritaron basta: 30 años del alzamiento indígena que reescribió México" ALEJANDRO SANTOS CID, 1er janvier 2024
- **L'achèvement de l'acquisition des F-16 par la Turquie marque une avancée significative vers l'adhésion de la Suède à l'OTAN**
 - Le Monde. "Washington donne son accord à la vente d'avions de chasse F-16 à la Turquie" AFP. 27 janvier 2024.
 - France Info. "Entre la Turquie et les États-Unis, derrière la solidarité, une relation tumultueuse et compliquée" Jean-Marc Four. 17 février 2023.
 - La Tribune. "Les Etats-Unis vendent 40 avions de chasse à la Turquie après son feu vert à l'entrée de la Suède dans l'Otan" 27 janvier 2024.
 - France 24. "Washington donne son feu vert à la vente des F-16 réclamés par la Turquie" France 24. 27 janvier 2024.

• AÉROSPACE

- **La cybersécurité et l'environnement**
 - "Sobriété numérique : la cybersécurité a un rôle à jouer", Wavestone, 25/01/2024
 - "La cybersécurité, angle mort du bilan carbone", Leïla Marchand, Les Echos, 29/01/2024
 - "Cybersecurity Briefer: Environment, Energy, and Infrastructure", USAID (US Agency for International Development), 17/10/2023
 - "Cybersécurité et environnement : les 4 interactions possibles", CSC (Cyber Security Consulting), Marie LeMaitre, 27/04/2022

SOURCES

- **ARMEMENT**

- **Grèce – États-Unis : Des contrats prometteurs**

- “La Grèce va pouvoir se procurer 40 chasseurs-bombardiers F-35A pour 8,6 milliards de dollars”, *Opex360*, Laurent Lagneau, 27 janvier 2024
- “La Grèce négocie un accord avec les États-Unis en vue de construire 7 frégates de type Constellation”, *Opex360*, Laurent Lagneau, 29 janvier 2024
- “F-35 et frégates Constellation : Athènes se tourne pleinement vers les États-Unis”, *Meta-defense*, Fabrice Wolf, 29 janvier 2024
- “Greece Will Soon Have the F-35 Stealth Fighter”, *National Interest*, Stavros Atlamazoglou, 29 janvier 2024





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

